



# CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

## DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL POUR LUTTER CONTRE LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE ORGANISÉE

### BIOGRAPHIES

#### Webinaire 6 Comprendre la résilience à la criminalité transnationale organisée: les rôles des flux financiers, de la corruption, et de la surveillance

#### Panélistes

**Mme Souad Aden-Osman** est Directrice exécutive de la Coalition for Dialogue on Africa (CoDA). Elle dirige également le secrétariat du Groupe de haut niveau de l'Union africaine sur les flux financiers illicites (IFFs) en provenance d'Afrique (HLP sur les IFFs). Dans ce rôle, elle est Coordinatrice du Consortium qui vise à éliminer les IFFs d'Afrique. Sous son commandement, la CoDA a encouragé le travail de l'Afreximbank et de la Commission de l'Union africaine pour la mise en place de l'African Business Council (AfBC). Elle a récemment coordonné la préparation et l'adoption de la Position Commune Africaine sur le recouvrement des avoirs par l'assemblée de l'Union africaine. Avant d'assumer ses postes actuels, elle était Responsable du Secrétariat commun (JSSO) de l'Union africaine, de la Banque africaine de développement et de la Commission économique pour l'Afrique des Nations-Unies (UN CEA). Mme Aden-Osman a travaillé au bureau du Secrétaire exécutif adjoint et de l'Économiste en chef de l'UN CEA. Dans ce rôle, elle a travaillé avec les responsables des institutions panafricaines du continent qui ont conduit à la mise en place du Centre africain pour la politique en matière de climat (ACPC) et du centre africain pour le développement des ressources minérales (AMDC).

Mme Aden-Osman a fait partie de plusieurs équipes chargées de réformes au sein des Nations-Unies, et a dirigé la mise en place d'événements institutionnels majeurs, tels que le Forum pour le développement de l'Afrique (ADF VII et ADF VIII). Mme Aden-Osman a depuis plus de vingt ans tenu divers postes de haut niveau au sein du système des Nations-Unies, du gouvernement du Canada ainsi que de plusieurs institutions du secteur privé. Souad Aden-Osman possède les nationalités djiboutienne et canadienne, et est titulaire d'un M.B.A (Université d'Ottawa).

**Mme Pamela Fierst-Walsh** est Conseillère principale pour les minéraux critiques et des conflits, et déléguée des États-Unis pour le Processus de Kimberley auprès du Bureau of Economic and Business Affairs (EB/TFS/TFC) du Département d'État des États-Unis. Elle s'est consacrée aux politiques étrangères critiques et aux questions de sécurité nationale tout au long de sa carrière, y compris le contre-terrorisme, la prévention des atrocités et l'aide humanitaire. Pamela conseille les hauts responsables publics des États-Unis ainsi que les dirigeants du secteur privé au sujet de l'approvisionnement responsable en minéraux. Son équipe travaille étroitement avec les entreprises d'électronique grand

public, les constructeurs automobiles et les bijoutiers afin d'élaborer des approches cohérentes des secteurs public et privé envers les questions délicates de la chaîne d'approvisionnement. Pamela a été nommée parmi les 100 premiers influenceurs de la responsabilité sociale en 2020, suivant l'entreprise de gestion de données Assent Compliance. Elle a joué un rôle-clé dans la rédaction de l'« US Federal Strategy on Critical Minerals » en 2019, visant à améliorer la compétitivité des États-Unis dans le domaine des énergies propres et du progrès technologique. Elle est diplômée de la Maurer School of Law, Université de l'Indiana, et du National War College, National Defense University.

**Mme Kathleen Miles** est Directrice de l'analyse du CINTOC, et membre fondatrice de l'Alliance to Counter Crime Online. Au CINTOC et à l'ACCO, Kathleen se concentre sur les questions de la criminalité organisée, transnationale, en Afrique et sur les réseaux sociaux. Elle a élaboré et mis en œuvre des formations sur le terrain pour les analystes en Afrique, par une analyse complexe des liens et des réseaux. Kathleen a récemment lancé un nouveau projet, Ex Arca, qui vise à explorer le rôle des réseaux sociaux dans l'espace des opérations d'information.

Kathleen avait précédemment passé cinq ans chez Booz Allen Hamilton, et accompagné les communautés du renseignement, des forces militaires et de l'ordre des États-Unis. Son travail chez Booz Allen tournait autour des réseaux illégaux de blanchissement d'argent et de l'analyse financière. Elle a soutenu des missions visant à contrer les menaces d'ordre financier dans la région de l'Afghanistan et du Pakistan, et a rassemblé et analysé des données financières concernant les réseaux criminels et terroristes au Levant, en Afrique et en Asie centrale.

### **Modératrice**

**Dr Catherine Lena Kelly** est professeure associée chargée de superviser le portefeuille du CESA sur la justice, la primauté du droit et la gouvernance et d'intégrer ces considérations dans les programmes universitaires, la recherche et la sensibilisation. Son travail est axé sur la sécurité des citoyens, la politique des partis et la démocratisation, l'état de droit et la stabilisation, ainsi que la criminalité transnationale organisée.

Avant de rejoindre le CESA, Dr Kelly a été conseiller auprès de l'Initiative de l'Etat de Droit de l'Association du Barreau américain, où son travail l'a conduite au Burundi, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Mali, en Mauritanie, au Maroc, en République du Congo, et au Rwanda. Elle a conçu et enseigné des cours sur l'Afrique contemporaine et la démocratie en tant que boursière post-doctorale à l'Université de Washington à St. Louis. Au Foreign Service Institute du département d'État, Dr Kelly a enseigné le cours sur l'Afrique occidentale et co-enseigné les modules gouvernance et religion au cours des Area Studies. Elle a reçu de nombreuses bourses et subventions, dont une bourse Fulbright, une bourse Mellon/American Council of Learned Societies, une subvention du Centre de Recherche Ouest-Africaine (CROA), plusieurs bourses de l'Université Harvard, et deux bourses du Département de l'éducation des États-Unis en langues étrangères et études régionales pour la langue wolof et pour ses recherches

doctorales au Sénégal. Ses travaux ont fait l'objet de nombreuses publications dans des revues politiques et universitaires.

Dr. Kelly est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en science politique de Harvard University, d'un certificat d'études supérieures en politique internationale (avec spécialisation en Europe, résolution des conflits et consolidation de la paix) de l'Université Libre de Bruxelles et d'une licence (B.A.) avec mention très bien de Washington University à Saint-Louis.